

réseau spécial

Syndicat des technologues d'Hydro-Québec



Syndicat des employé-e-s de métiers d'Hydro-Québec



Syndicat des employé-e-s de techniques professionnelles et de bureau d'Hydro-Québec



Syndicat des spécialistes et professionnels d'Hydro-Québec



PARTENARIAT POUR LA SÉCURITÉ ET LA PROSPÉRITÉ (PSP)

Volume 26, no 17 - 21 août 2007

Le samedi 18 août 2007, à Montréal, les quatre syndicats SCFP d'Hydro-Québec participaient à une conférence internationale à laquelle assistaient également le SCFP National, la FTQ, la CSN, la CEQ, le SCEP, des organismes de la société civile canadienne, québécoise, mexicaine et états-unienne, des syndicats des travailleurs de l'électricité du Mexique et des représentants des États-Unis.

Cette rencontre avait comme objectif de partager des informations sur le partenariat nord-américain sur la sécurité et la prospérité qui est présentement négocié à Montebello par les trois chefs d'États, messieurs Harper, Bush et Calderón. Chaque groupe a exprimé ses inquiétudes face aux effets négatifs de ce partenariat:

1. La perte de la souveraineté de chaque État sur ses ressources énergétiques;
2. Le manque de transparence du processus de négociation;
3. La trop grande influence des puissantes corporations privées.

À la fin de la journée, une déclaration conjointe a été émise dénonçant l'impact négatif de cet accord sur l'indépendance énergétique des États. Une conférence de presse a eu lieu dimanche pour informer la population des conclusions de ces discussions et de la création d'un comité de suivi composé de représentants des trois pays. Vous trouverez le communiqué de presse en annexe.

Salutations syndicales,

Charles Paradis
Coordonnateur, secteur électrique

CP/fa

Annexe : Communiqué de presse du 19 août 2007

COMMUNIQUÉ
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

**Les syndicats d'Amérique du Nord :
Le PSP a tout faux**

(Montréal, le 19 août 2007) — Des représentants des grands syndicats du secteur de l'énergie du Canada, du Mexique et des États-Unis, réunis à Montréal, dénoncent d'une seule voix le Partenariat pour la sécurité et la prospérité (PSP). Ils constatent que le PSP est une recette d'intégration débridée qui attaque de front les droits démocratiques des peuples et balaie sous le tapis les immenses défis écologiques. Ce bilan conclut une assemblée tenue samedi à laquelle participaient également de grandes coalitions de la société civile et qui répond au sommet Bush-Harper-Calderon, qui s'ouvre demain à Montebello.

Les syndicats et leurs alliés ont souligné que les chefs d'État et de gouvernement n'ouvriront la porte qu'aux représentants des grandes entreprises des trois pays, regroupés au sein du Conseil nord-américain de la compétitivité (CNAC).

C'est de cette démarche biaisée que prend forme un modèle d'intégration axé sur le programme du président Bush, obsédé par les besoins des multinationales et la surenchère militaire et sécuritaire. Pourtant, la sécurité des peuples, fondée sur leurs droits démocratiques et sur leur capacité à utiliser leurs ressources pour se développer durablement, est gravement compromise par le PSP. En déréglementant, en privatisant et en tournant vers les États-Unis les ressources énergétiques nord-américaines, le PSP ferait grimper les coûts, baisserait les salaires et enterrerait définitivement le protocole de Kyoto. Par-dessus tout, cette élimination des leviers de contrôle public déposséderait les nations de toute souveraineté énergétique.

Pour opposer leur modèle de développement social et démocratique à cette catastrophe annoncée, les syndicats et leurs alliés sociaux ont convenu de renforcer et d'étendre leurs liens hémisphériques, en vue d'une intégration solidaire et plus humaine.

-30-

Pour informations :

Jean Laverdière, FTQ	(514) 893-7809
Denise Gagnon, RQIC	(514) 598-8985
Gaétan Ménard, SCEP	(819) 775-6980